



Journal Homepage: [-www.journalijar.com](http://www.journalijar.com)

INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR)

Article DOI:10.21474/IJAR01/21981

DOI URL: <http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/21981>



RESEARCH ARTICLE

ELABORATION D'UN MODELE STRATEGIQUE INNOVANT DE MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES LOCALES : CAS DE LA COMMUNE URBAINE DE FARANAH

Oumar Camara¹, Mamadi Mariame Camara², Mamady Conde³, Sarabailo Diallo⁴ and Momoya Sylla⁵

1. Ecole doctorale en Agriculture Durable et Gestion des Ressources en Eau, Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire Valéry Giscard d'Estaing de Faranah, BP: 131 Faranah, République de Guinée; Mamadou Alpha Barry 628016543.

2. Département Agriculture, Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire "Valéry Giscard d'Estaing" de Faranah (ISAV- VGE/F), BP : 131 Faranah, République de Guinée.

3. Département Economie Rurale, Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire "Valéry Giscard d'Estaing" de Faranah (ISAV- VGE/F), BP : 131 Faranah, République de Guinée.

4. Centre de Recherche et Gestion du système National de Recherche Agronomique, Zootechnique et Halieutiques (CRG/SNRH) /Conakry.

5. Université Général Lansana Conte de Sonfonia, Commune de Ratoma, République de Guinée.

Manuscript Info

Manuscript History

Received: 13 August 2025

Final Accepted: 15 September 2025

Published: October 2025

Key words:-

Mobilisation financière, Fiscalité locale, Décentralisation, Gouvernance communale, Faranah

Abstract

Face aux défis liés à la faible mobilisation des ressources financières dans les collectivités locales guinéennes, cette étude vise à élaborer un modèle stratégique innovant pour optimiser la collecte des recettes dans la Commune Urbaine de Faranah. La recherche s'inscrit dans le contexte des politiques de décentralisation, qui visent à rapprocher l'administration des populations et à renforcer leur participation au développement local. La méthodologie a reposé sur une approche mixte combinant analyse documentaire, planification, et enquête de terrain menée auprès de 100 acteurs clés, incluant élus locaux, agents techniques, autorités de tutelle et contribuables. L'étude a porté sur les recettes de 2019 à 2021 et a mobilisé des outils statistiques pour l'analyse des données. Les résultats révèlent une mobilisation insuffisante des ressources, avec des taux de réalisation respectifs de 47,57 %, 23,72 % et 26,29 %. Parmi les 38 sources potentielles de recettes identifiées, seulement 21 (55,26 %) sont effectivement perçues, dominées par les produits du domaine (47,13 %) et les recettes fiscales (20,87 %). Les obstacles relevés sont d'ordre institutionnel, humain, technique et socio-économique, tels que la faible formation des acteurs, le manque de contrôle, la fraude et la faible confiance des contribuables. L'étude recommande un modèle stratégique fondé sur la digitalisation des procédures, la sensibilisation des contribuables, le renforcement des capacités des acteurs et une coordination interinstitutionnelle accrue. Ce modèle pourrait significativement améliorer la mobilisation des ressources, renforcer l'autonomie financière des communes et favoriser un développement local durable.

"© 2025 by the Author(s). Published by IJAR under CC BY 4.0. Unrestricted use allowed with credit to the author."

Corresponding Author:-Oumar Camara

Address:-Ecole doctorale en Agriculture Durable et Gestion des Ressources en Eau, Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire Valéry Giscard d'Estaing de Faranah, BP: 131 Faranah, République de Guinée.

Introduction:-

Dans les pays en développement, la soutenabilité du développement local dépend fortement de la capacité des collectivités à mobiliser des ressources propres et à améliorer la gouvernance financière (Oates, 1999; Oates, 2006). La littérature sur la décentralisation fiscale met en évidence que la proximité des gouvernements locaux avec les contribuables peut accroître l'efficacité de l'allocation des ressources et la redevabilité, sous réserve d'une architecture fiscale et administrative adaptée (Greco, 2003; Koethenbueger, 2007). Dans le contexte africain, cette problématique est d'autant plus saillante que les collectivités urbaines font face à une urbanisation rapide, à des besoins croissants en services et à une base fiscale locale souvent peu exploitée, en particulier la fiscalité foncière (Fjeldstad, 2006; Riël et al., 2006).

Les réformes récentes soulignent le rôle pivot des impôts fonciers et de la donnée cadastrale pour sécuriser et élargir l'assiette fiscale locale, tout en limitant les taxes parafiscales régressives (Stewart-Wilson, 2024; Kelly, 2000). En Afrique subsaharienne, la faiblesse de la chaîne foncière (identification, évaluation, recouvrement, contentieux) et les coûts politiques de la réforme expliquent des performances encore modestes (Prichard et al., 2025; Van Den Boogaard, 2025). Ces travaux convergent avec une littérature plus large sur fiscalité et contrat social, qui associe expansion de l'assiette, transparence et négociation fiscale à des gains de redevabilité (Mick et al., 2018). La digitalisation transforme parallèlement l'administration fiscale locale : enregistrement électronique des contribuables, géoreferencement des parcelles, paiements mobiles et interopérabilité des bases (Okunogbe et Santoro, 2023; Löffler, 2025). Si ces outils promettent des gains d'efficacité et de conformité, ils soulèvent aussi des enjeux de recentralisation des fonctions de collecte, de protection des données et d'inclusion des contribuables informels (Löffler, 2025; Akande et Gillard, 2016). Les organisations internationales documentent par ailleurs l'évolution des ratios de recettes et la nécessité d'accroître la mobilisation des ressources intérieures pour atteindre les ODD et l'Agenda 2063 (Stewart-Wilson, 2024; Mick et al., 2018).

En Guinée, les réformes de décentralisation ont posé un cadre de transfert de compétences et de suivi budgétaire, mais la mobilisation des recettes locales demeure hétérogène et en-deçà du potentiel, nécessitant des améliorations dans la classification budgétaire, la collecte de données et la professionnalisation des services (Banque Mondiale, 2008). Les programmes d'appui récents à la gouvernance locale et à la mobilisation domestique insistent sur l'intégration des systèmes d'information, la transparence et la montée en compétences (Sharif, 2023). Objectif du travail. S'inscrivant dans cet état de l'art, la présente recherche vise à élaborer et opérationnaliser un modèle stratégique de mobilisation des ressources financières locales pour la Commune urbaine de Faranah, articulant : (i) la rationalisation de l'assiette (priorisation de la fiscalité foncière et des redevances de services à fort rendement/équité), (ii) la digitalisation des circuits (identification, facturation, paiement, contrôle), et (iii) la gouvernance fiscale (redevabilité, information du public, coopération interinstitutionnelle). Ce modèle est conçu à partir d'un diagnostic des performances actuelles, des goulots d'étranglement institutionnels et techniques, et des enseignements tirés de réformes africaines comparables, afin d'accroître durablement l'autonomie financière et la qualité des services publics locaux. Les références internationales et africaines mobilisées offrent un référentiel prouvé pour contextualiser et tester des actions concrètes à Faranah, dans une perspective d'alignement sur les cadres ODD/Agenda 2063 et sur les meilleures pratiques de la gouvernance fiscale locale.

Matériau et Méthodes:-**Zone et contexte de l'étude:-**

Cette étude a été conduite dans la Commune urbaine de Faranah, située dans la région administrative de Faranah, en Guinée. Cette commune, dotée d'un statut juridique décentralisé depuis la réforme de 1986, constitue un cadre pertinent pour l'analyse de la mobilisation des ressources financières locales dans un contexte de gouvernance territoriale en mutation. Sa population en croissance rapide et ses besoins croissants en infrastructures et services publics exigent une optimisation des mécanismes de collecte des recettes, souvent marqués par une faible couverture fiscale, une dépendance aux transferts étatiques et une informalité persistante. La commune est divisée en plusieurs quartiers administratifs, chacun disposant de ressources fiscales potentielles liées aux impôts fonciers, redevances sur services, taxes sur les activités économiques et produits domaniaux.

Sources et outils de collecte de données:-**Le matériel utilisé pour cette recherche comprend principalement :**

Des données primaires, collectées auprès de 100 acteurs clés, incluant les élus locaux, les agents techniques, les autorités de tutelle, les opérateurs économiques et les contribuables.

Des données secondaires, issues des rapports financiers communaux (2019–2023), des budgets, des documents de planification locale, et des publications institutionnelles de la Banque mondiale, de l'OCDE et de l'ATAF. Cette approche mixte a permis de croiser les informations empiriques avec des données documentaires afin de dresser un diagnostic global de la mobilisation des ressources locales.

L'étude repose sur une approche descriptive et analytique visant à comprendre les déterminants, les obstacles et les leviers de la mobilisation financière locale. Une enquête de terrain a été réalisée entre mars et juillet 2025 à l'aide de questionnaires semi-structurés, d'entretiens individuels et de focus groups. Les questions portaient sur la nature et le niveau des recettes locales, les procédures de collecte, la perception citoyenne, les capacités institutionnelles et les stratégies de gouvernance. Parallèlement, une analyse documentaire a été menée sur les politiques de décentralisation, les réformes fiscales et les expériences comparatives d'autres collectivités africaines. Cette triangulation méthodologique a renforcé la validité et la fiabilité des données collectées.

Echantillonnage des acteurs

L'étude adopte une méthode d'échantillonnage stratifié à deux niveaux afin de garantir la représentativité des différents acteurs impliqués dans la gestion et la mobilisation des ressources locales. La première strate regroupe les acteurs institutionnels (élus communaux, chefs de quartiers, services techniques, agents de recouvrement et de planification, représentants du ministère de tutelle), tandis que la seconde concerne les contribuables (ménages, commerçants, entreprises locales).

Le choix des acteurs institutionnels repose sur un échantillonnage raisonné, compte tenu de leur nombre limité et de leur rôle décisionnel clé. Pour les contribuables, un échantillonnage aléatoire simple a été effectué à partir des registres fiscaux et listes de contribuables disponibles dans chaque quartier, afin d'assurer une couverture spatiale équilibrée.

La taille totale de l'échantillon est déterminée en fonction de la population des contribuables recensés et du nombre d'acteurs institutionnels identifiés, selon une allocation proportionnelle par quartier. Cette approche permet de collecter des données fiables, représentatives et comparables, tout en tenant compte des réalités administratives et territoriales de la commune de Faranah.

Méthodes d'analyse des données:-

Les données quantitatives ont été traitées à l'aide de logiciels statistiques tels que SPSS 25.0 et Excel, pour produire des statistiques descriptives (moyennes, fréquences, pourcentages) et des indicateurs de performance (taux de recouvrement, taux d'exécution budgétaire). Les données qualitatives ont été analysées par codage thématique, permettant d'identifier les principaux obstacles institutionnels, techniques et socio-économiques à la mobilisation des ressources. Une analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités, menaces) a permis d'orienter la conception d'un modèle stratégique adapté au contexte local (Stewart-Wilson, 2025). Enfin, une analyse comparative a été effectuée en mobilisant des expériences réussies de mobilisation fiscale dans des communes africaines (Okunogbe & Santoro, 2023 ; ICTD/LoGRI, 2022), afin de tirer des leçons transférables au contexte de Faranah.

Resultats et Discussion:-

Resultats:-

Les résultats issus de cette recherche mettent en évidence l'état actuel de la mobilisation des ressources financières dans la commune urbaine de Faranah, en révélant à la fois la structure des recettes, leur niveau de recouvrement et les principales contraintes qui entravent leur optimisation. L'analyse des données collectées sur la période 2019-2021 permet de dresser un diagnostic précis de la situation financière locale et d'identifier les leviers d'amélioration pour une gestion plus efficace et durable.

Tableau 1 : Synthèse de l'analyse de variance appliquée aux variables évaluées

	Année	Realisation (FG)	Part (%)
Produits du domaine	2020 a a	314606788,000 b b	48,363 b c
Recettes fiscales	2020a a	139300444,667 a a	19,070 a b
Revenu du portefeuille	2020a a	95366666,667 a a	14,223 a ab
Immobilisation corporelle	2020 a a	67808000,000 a a	9,950 a ab
Produits exceptionnels	2021 a a	1850000,000 a a	0,290 a a
Recettes non fiscales	2020 a a	49756666,667 a a	7,407 a ab

Pr > F	0,961	0,001	0,000
Significatif	Non	Oui	Oui

L'analyse de ce tableau met clairement en évidence une forte disparité dans la structure des recettes publiques. Les produits du domaine constituent la principale source de financement, représentant près de la moitié du total (48,36 %), ce qui souligne leur rôle central dans l'économie locale. Les recettes fiscales restent également importantes environ 19 %, mais leur contribution est significativement inférieure, reflétant peut-être des limites dans la mobilisation de l'impôt ou l'élargissement de l'assiette fiscale.

La significativité élevée ($p < 0,05$) pour les variables Réalisation et Part (%) confirme que les recettes ne sont pas réparties de façon aléatoire : elles sont structurellement concentrées dans quelques postes majeurs. En revanche, l'absence de différence significative pour la variable Année ($p = 0,961$) suggère que la structure des recettes est relativement stable d'une année à l'autre.

Tableau 2 : interdependance entre annee, categorie de recettes et realisation

Annee			Categorie							Total
			Recettes fiscales	Recette s non fiscales	Produits du domaine	Revenu du patrimoin e	Revenu du portefeuille	Produits exceptionnels	Immobilisati on corporelle	
2019	Realisation	0	0	0	0	1	0	1	0	2
		64930000	0	1	0	0	0	0	0	1
		96000000	0	0	0	0	0	0	1	1
		111700000	0	0	0	0	1	0	0	1
		259884464	1	0	0	0	0	0	0	1
		334965350	0	0	1	0	0	0	0	1
2020	Realisation	0	0	0	0	1	0	1	0	2
		42170000	0	1	0	0	0	0	0	1
		54224000	0	0	0	0	0	0	1	1
		62600000	0	0	0	0	1	0	0	1
		66054870	1	0	0	0	0	0	0	1
		304367860	0	0	1	0	0	0	0	1
2021	Realisation	0	0	0	0	1	0	0	0	1
		1850000	0	0	0	0	0	1	0	1
		42170000	0	1	0	0	0	0	0	1
		53200000	0	0	0	0	0	0	1	1
		91962000	1	0	0	0	0	0	0	1
		111800000	0	0	0	0	1	0	0	1
	304487154	0	0	1	0	0	0	0	1	
Total		3	3	3	3	3	3	3	21	

L'analyse de ce tableau montre que sur la période de 2019–2021, la structure des recettes publiques reste dominée par les produits du domaine et les recettes fiscales, bien que ces dernières montrent une tendance à la baisse en 2020. La stabilité globale de la structure témoigne d'un modèle de financement relativement figé, avec peu de diversification. L'introduction de produits exceptionnels en 2021, bien que marginale, montre une volonté de diversification. Pour renforcer la résilience budgétaire, il serait stratégique d'accroître la mobilisation fiscale, dévaloriser davantage les revenus du portefeuille et d'optimiser les recettes non fiscales.

Tableau 3 : Synthèse du test khi-deux appliqué aux variables évaluées

Année		Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
2019	khi-deux de Pearson	35,000 ^b	30	,243
	Rapport de vraisemblance	24,470	30	,750
	Association linéaire par linéaire	1,558	1	,212
	N d'observations valides	7		
2020	khi-deux de Pearson	35,000 ^b	30	,243
	Rapport de vraisemblance	24,470	30	,750
	Association linéaire par linéaire	,427	1	,513
	N d'observations valides	7		
2021	khi-deux de Pearson	42,000 ^c	36	,227
	Rapport de vraisemblance	27,243	36	,853
	Association linéaire par linéaire	,494	1	,482
	N d'observations valides	7		
Total	khi-deux de Pearson	109,200 ^a	90	,082
	Rapport de vraisemblance	74,998	90	,872
	Association linéaire par linéaire	2,541	1	,111
	N d'observations valides	21		

De ce tableau, on remarque que les résultats du test du khi-deux indiquent qu'il n'existe pas d'association statistiquement significative entre les variables étudiées pour chacune des années 2019, 2020, 2021 ainsi que pour l'ensemble de la période. Les distributions observées correspondent globalement aux distributions attendues sous l'hypothèse d'indépendance. On peut donc conclure que les variations constatées dans les fréquences ne sont pas liées de façon significative aux facteurs étudiés.

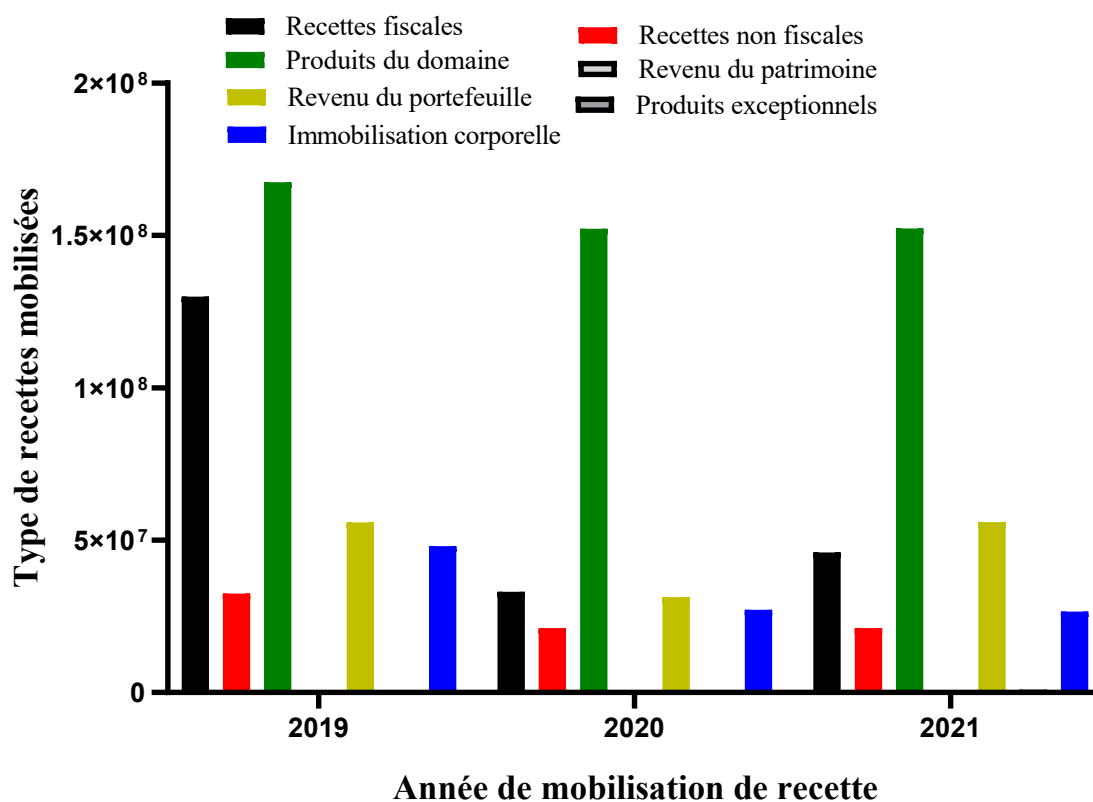


Figure 1 : Mobilisation des recettes pendant les trois années consécutives

La figure 1 montre que les produits du domaine constituent la principale source de recettes mobilisées entre 2019 et 2021, suivis des recettes fiscales. Les autres catégories, bien que présentes, contribuent de manière secondaire à la mobilisation globale. Après une baisse notable en 2020, possiblement liée à des facteurs économiques conjoncturels, la mobilisation des recettes connaît une reprise partielle en 2021. Cette dynamique suggère l'importance de renforcer la diversification des sources de revenus, notamment les recettes non fiscales et exceptionnelles, pour améliorer la résilience financière.

Pour renforcer la mobilisation des recettes dans les communes, la figure 2 illustre le schéma conceptuel d'un modèle de mobilisation des recettes.

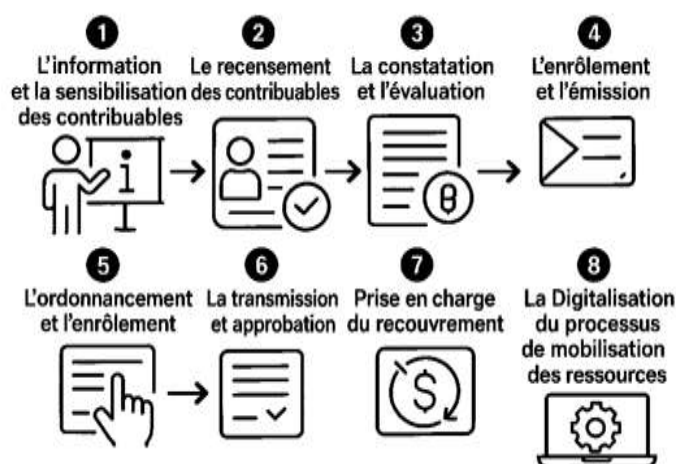


Figure 2 : schéma conceptuel du modèle de mobilisation des recettes

Ce schéma met en avant une vision humanisée et progressive de la gouvernance fiscale locale. Il souligne que la mobilisation des ressources financières commence par la sensibilisation des citoyens au civisme fiscal, considérée comme une condition essentielle d'une gouvernance participative et durable. Grâce à une base de données fiable et à une évaluation équitable de l'assiette fiscale, les communes peuvent planifier leurs finances de manière juste et transparente.

La formalisation des obligations fiscales, le respect des règles budgétaires et la traçabilité des recettes assurent la cohérence et la crédibilité du système administratif. Ces mécanismes visent à optimiser les recettes locales, renforcer l'autonomie financière et améliorer la capacité d'investissement des collectivités.

Enfin, la digitalisation du processus fiscal vient moderniser et simplifier la gestion, tout en augmentant la transparence et l'efficacité. Dans son ensemble, ce modèle reflète un cycle cohérent allant de la sensibilisation à la numérisation, ancré dans les principes de bonne gouvernance, de décentralisation et de développement durable, en accord avec les ODD et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Discussion:-

Les résultats de cette étude mettent en lumière les défis majeurs et les opportunités liés à la mobilisation des ressources financières locales dans la Commune urbaine de Faranah, tout en confirmant la pertinence des hypothèses formulées dans l'introduction. La forte concentration des recettes autour des produits du domaine (48,36 %) et des recettes fiscales (19 %) révèle à la fois un potentiel local considérable et une dépendance excessive à des sources traditionnelles, comme le soulignent également Fjeldstad (2006) et Riël et al. (2006) dans leurs travaux sur les collectivités africaines. Cette structure budgétaire figée traduit la difficulté des collectivités à diversifier leurs revenus et à exploiter pleinement les marges offertes par les recettes non fiscales, les produits exceptionnels ou le revenu du portefeuille. L'absence de différence significative entre les années étudiées ($p = 0,961$) suggère une stagnation structurelle des mécanismes de mobilisation, ce qui corrobore les analyses de Van Den Boogaard (2025) et de Prichard et al. (2025) selon lesquelles les réformes fiscales locales en Afrique subsaharienne se heurtent souvent à des obstacles institutionnels, politiques et techniques. Cette inertie est d'autant plus préoccupante qu'elle limite la capacité des collectivités à répondre aux besoins croissants liés à l'urbanisation, à la fourniture de services de base et à la gouvernance territoriale (Oates, 2006 ; Greco, 2003).

La part modeste des recettes non fiscales (7,4 %), des produits exceptionnels (0,29 %) et du revenu du portefeuille (14,2 %) reflète un potentiel encore largement sous-exploité. Cette situation met en évidence des carences dans l'élargissement de l'assiette fiscale, l'exploitation des redevances sur services ou la valorisation des investissements publics. Elle rejoint les constats de Kelly (2000) et Stewart-Wilson (2024), qui recommandent la priorisation des impôts fonciers et l'amélioration de la donnée cadastrale pour renforcer la base fiscale locale. Les résultats du test du khi-deux indiquant l'absence d'association significative entre les variables ($p > 0,05$) confirment que les écarts observés sont davantage liés à des facteurs structurels et organisationnels qu'à des variations conjoncturelles. Néanmoins, la légère reprise observée en 2021 après la baisse de 2020 suggère que certaines dynamiques de redressement sont possibles, notamment à travers des réformes ciblées ou une meilleure mobilisation des acteurs locaux. Cette observation est cohérente avec les analyses de Mick et al. (2018), qui soulignent l'importance de la transparence et de la négociation fiscale dans l'amélioration de la redevabilité et de la mobilisation des ressources.

La digitalisation de l'administration fiscale, mise en avant par Okunogbe et Santoro (2023) et Löffler (2025), constitue un levier majeur pour surmonter ces contraintes. L'enregistrement électronique des contribuables, le géoreferencement des parcelles et les paiements mobiles peuvent améliorer la traçabilité des flux, réduire la fraude et accroître la confiance des citoyens. Toutefois, ces réformes nécessitent un accompagnement institutionnel, notamment le renforcement des capacités humaines, la coordination interinstitutionnelle et la sensibilisation des contribuables, autant de conditions indispensables pour une mise en œuvre réussie (Banque mondiale, 2008 ; Sharif, 2023). La faible diversification observée dans la structure des recettes et la dépendance vis-à-vis de quelques postes illustrent la fragilité du système actuel face aux chocs économiques ou aux variations des transferts de l'État. Dans cette perspective, la conception d'un modèle stratégique articulé autour de la rationalisation de l'assiette fiscale, de la digitalisation des circuits de collecte et de l'amélioration de la gouvernance fiscale apparaît comme une voie incontournable. Ce modèle permettrait de renforcer l'autonomie financière, d'améliorer l'efficacité de la mobilisation et d'assurer une meilleure équité dans la répartition de la charge fiscale, conformément aux recommandations de l'Agenda 2063 et des Objectifs de développement durable. En définitive, cette étude montre que la mobilisation des ressources locales à Faranah, bien que limitée et concentrée, possède un potentiel significatif qui peut être pleinement exploité par une transformation structurelle de la fiscalité locale. L'intégration de solutions technologiques, l'élargissement de l'assiette, la valorisation des recettes alternatives et la réforme de la gouvernance constituent les axes stratégiques les plus prometteurs pour renforcer la résilience financière de la commune et soutenir durablement son développement.

Conclusion:-

Cette étude a permis d'établir un diagnostic approfondi de la mobilisation des ressources financières dans la Commune Urbaine de Faranah et de proposer un modèle stratégique innovant dans l'amélioration de la performance. Les résultats ont révélé une structure de recettes fortement concentrée autour des produits du domaine (48,36 %) et des recettes fiscales (19 %), traduisant à la fois un potentiel local significatif et une dépendance excessive à quelques postes traditionnels. La stabilité de cette structure sur la période 2019–2021, combinée à l'absence d'association statistiquement significative entre les variables étudiées, met en évidence l'inertie des mécanismes actuels et la faiblesse des réformes entreprises jusqu'ici. De plus, la faible contribution des recettes non fiscales, des produits exceptionnels et du revenu du portefeuille reflète un potentiel largement sous-exploité qui limite la résilience et l'autonomie financière de la collectivité.

Ces constats confirment la nécessité de repenser en profondeur les stratégies de mobilisation des ressources à l'échelle locale. La rationalisation de l'assiette fiscale, notamment foncière, l'intégration de l'économie informelle, la diversification des sources de revenus et la digitalisation des circuits de collecte apparaissent comme des leviers incontournables pour accroître l'efficacité, la transparence et la redevabilité du système fiscal local. De même, le renforcement des capacités humaines, la sensibilisation des contribuables et l'amélioration de la gouvernance interinstitutionnelle constituent des conditions préalables à la mise en œuvre réussie de ces réformes. En définitive, la mise en œuvre du modèle stratégique proposé, fondé sur l'articulation entre fiscalité locale, innovation numérique et gouvernance inclusive, offre une voie crédible pour transformer la mobilisation des ressources à Faranah. Elle permettrait non seulement d'accroître l'autonomie financière de la commune, mais aussi de renforcer sa capacité à répondre durablement aux besoins croissants en services publics, contribuant ainsi à l'atteinte des Objectifs de développement durable et aux ambitions de l'Agenda 2063 pour une gouvernance territoriale efficace, équitable et résiliente.

Reference bibliographique:-

1. Akande, Dapo, et Emanuela-Chiara Gillard. 2016. Arbitrary Withholding of Consent to Humanitarian Relief Operations in Armed Conflict. 92.
2. Banque Mondiale. 2008. Decentralization in Guinea. Banque Mondiale. https://documents1.worldbank.org/curated/en/840271468033672347/pdf/386640ESW0P09610Box334086B01PUBLIC1.pdf?utm_source=chatgpt.com.
3. Fjeldstad, Odd-Helge. 2006. Local Revenue Mobilization in Urban Settings in Africa. 21.
4. Greco, Luciano G. 2003. « Oates' Decentralization Theorem and Public Governance ». SSRN Electronic Journal, publication en ligne anticipée. <https://doi.org/10.2139/ssrn.481562>.
5. Kelly, Roy. 2000. Property Taxation in East Africa: The Tale of Three Reforms.
6. Koethenbueger, Marko. 2007. Revisiting the “decentralization theorem” – on the role of externalities. 19.
7. Löffler, Gundula. 2025. Chapter 4: Thriving or Withering? The Role of Local Government in the Digital Era. 22.
8. Mick, Moore, Prichard Wilson, et Fjeldstad Odd-Helge. 2018. Taxing Africa. 289.
9. Oates, Wallace. 2006. On the Theory and Practice of Fiscal Decentralization. octobre 1.
10. Oates', Wallace E. 1999. An Essay on Fiscal Federalism. 30.
11. Okunogbe, Oyebola, et Fabrizio Santoro. 2023. « Increasing Tax Collection in African Countries: The Role of Information Technology ». Journal of African Economies 32 (Supplement_1): i57-83. <https://doi.org/10.1093/jae/ejac036>.
12. Prichard, Wilson, Samuel Jibao, et Nicolas Orgeira Pillai. 2025. « Sub-national property tax reform and tax bargaining: Lessons from a quasi-randomized reform program in Sierra Leone ». World Development 185 (janvier): 106796. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2024.106796>.
13. Riël, Franzsen, Jean, et Yougman. 2006. Mapping Property Taxes in Africa.
14. Sharif, Maimunah Mohd. 2023. The Strategic plan. https://unhabitat.org/sites/default/files/documents/2019-09/strategic_plan_2020-2023.pdf?utm_source=chatgpt.com.
15. Stewart-Wilson, Graeme. 2024. Unlocking the Strategic Potential of Property Tax Data. 12.
16. Van Den Boogaard, Vanessa. 2025. « Tax Reform Coalitions for Urban Development: The Politics of Property Tax Reform in Sierra Leone ». Environment & Urbanization 37 (1): 95-115. <https://doi.org/10.1177/09562478251317993>.